

Rapport d'orientation budgétaire 2020

de la Commune de Saint-Maur des Fossés

Le cycle budgétaire est rythmé par plusieurs étapes qui débutent, habituellement, par le débat d'orientation budgétaire (DOB) permettant l'adoption du rapport d'orientation budgétaire (ROB). Cet acte conduit à l'adoption du budget primitif (BP) à proprement parler, avant de se conclure par celle du compte administratif (CA). Celui-ci doit être voté en concordance avec le compte de gestion (CG) du Trésorier. Ces documents sont rendus publics et diffusés sur les outils de communication de la ville.

Le contenu du ROB est encadré depuis la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe). Ainsi, le document doit comporter (Art. D. 2312-3) :

- les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.
- la présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.
- des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations visées devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Le rapport d'orientation budgétaire doit également présenter les informations relatives :

- à la structure des effectifs du personnel,
- aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature,
- à la durée effective du travail dans la commune.

Enfin, le ROB présente l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget. Ce rapport peut détailler la démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines de la commune. Il peut s'appuyer sur les informations contenues dans le rapport sur l'état de la collectivité prévu au dixième alinéa de l'article 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Le rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette doit être présenté aux organes délibérants dans les deux mois qui précèdent le vote du budget.

Ce rapport est transmis au représentant de l'Etat, en sus de la délibération en prenant acte.

Le rapport, transmis par la commune au président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre dont elle est membre, est mis à la disposition du public à l'hôtel de ville, dans les quinze jours suivant la tenue du débat d'orientation budgétaire. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

Cette année, en raison du contexte sanitaire, les délais habituels sont supprimés. L'ordonnance du 25 mars 2020 a repoussé les délais d'adoption du budget au 31 juillet et a supprimé les délais de présentation du ROB et du budget, permettant l'adoption des deux délibérations en une seule et même séance du conseil municipal. C'est à ce titre que ces deux délibérations distinctes sont soumises de manière concomitante à l'assemblée délibérante.

I - UN ENVIRONNEMENT INCERTAIN :

L'élaboration du budget 2020 est sous la contrainte de plusieurs facteurs d'incertitudes et de facteurs dégradant les comptes publics. En particulier, la crise sanitaire de la COVID19 le marque de son empreinte, à l'instar de l'ensemble des collectivités. Au-delà des dépenses directement engagées pour répondre à la situation d'urgence, ces facteurs concernent l'environnement budgétaire de la manière suivante :

- au niveau macroéconomique, les prévisions de croissance sont considérées comme négatives, entraînant une séquence nouvelle dont tous les enseignements ne sont pas retirés,
- à l'échelle des territoires, la crise produisant les mêmes effets, certains partenaires qui pourraient être amenés à réduire leurs ambitions et les concours afférents qu'ils pouvaient apporter à la commune (syndicats intercommunaux, EPCI...),
- les coûts de production des entreprises vont être augmentés en raison des protocoles engagés pour répondre à la situation sanitaire,
- l'insécurité juridique s'ouvre avec la question des opérateurs qui vont se porter vers la puissance publique pour évaluer les conséquences de la crise (réservation de berceaux, délégataires...),
- à l'échelle communale, cette crise va impacter certaines recettes liées au rythme de la consommation des usagers (recettes de restauration, accueils de loisirs), sans pour autant que les dépenses ne soient limitées dans les mêmes proportions. Ainsi, tandis que les collectivités perdaient le bénéfice des prestations, elles devaient assurer les charges de personnel,
- à la même échelle communale, la crise va réduire le volume de certaines recettes souvent liées au développement de la commune (droits de mutation à titre onéreux, taxe d'aménagement...).

Certains de ces facteurs, au-delà de la conjoncture, vont impacter durablement la construction budgétaire des collectivités ces prochaines années. En effet, les incidences se feront parfois sentir sur le prochain exercice, comme celles de la fiscalité économique perçue par la Métropole du Grand Paris et des Etablissements Publics Territoriaux qui est adossée à l'exercice antérieur. Des incertitudes risquent d'apparaître sur la pérennité du financement de la MGP et avec elles celle du reversement de l'attribution de compensation métropolitaine.

Par ailleurs, la poursuite de certaines réformes comme celle de la taxe d'habitation a, d'ores et déjà, des conséquences sur les recettes des communes. Celle-ci a été cristallisée sur les taux de 2017, entraînant une perte de recettes dans de nombreuses communes.

L'ère du risque s'ouvre et avec elle des difficultés à élaborer des budgets soumis à toutes ces tensions.

II - LES PERSPECTIVES BUDGETAIRE ET FINANCIERE :

La ville, confrontée aux mutations du paysage institutionnel, au poids de la charge financière, ainsi qu'au changement de paradigme financier avec l'Etat a entrepris, depuis près de six ans, de profondes réformes. Celles-ci ont fait évoluer ses paradigmes financiers en améliorant notablement la perception de l'ensemble de ses recettes de fonctionnement et d'investissement et, d'autre part, en maîtrisant ses dépenses de fonctionnement. Dépenses emblématiques, les dépenses à caractère général ont diminué de près de 35%, passant en quelques exercices de plus de 26 millions à 17 millions. Tous les choix stratégiques arrêtés ont garanti une lisibilité budgétaire depuis près de trois ans. Ces décisions ont été prises à l'aune des éléments de rétrospective et de prospective, tout en s'appuyant sur les recommandations des différents rapports de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France. Parmi tant d'autres mesures, la ville a examiné le recours au levier fiscal, optimisé de manière raisonnée le taux de couverture de la prise en charge des prestations par les usagers. De manière concomitante, elle a revisité les relations avec les associations, analysé ses dépenses, confronté les pratiques et bousculé les habitudes de travail pour garantir l'efficacité de la dépense publique. Ces mesures étaient d'autant plus importantes que le rabotage des dotations de l'Etat s'est poursuivi, dans une ville ne bénéficiant pas de la dotation de solidarité urbaine et supportant déjà le FNGIR ou le FPIC, ramenant la dotation globale de fonctionnement de près de 21 millions à 7 millions, faisant porter par la quasi-suppression de la subvention de fonctionnement du Conservatoire à Rayonnement régional sur les finances communales.

En prenant ses responsabilités, la commune de Saint-Maur des Fossés a ainsi pu dégager des excédents solides assurant ainsi une part importante de ses dépenses d'investissement par de l'autofinancement. L'autofinancement est ainsi passé de 8 827 323, en 2014, à 23 074 088 en 2019. La ville a assisté à l'amélioration de l'ensemble de ses ratios.

Cet assainissement des finances communales a permis de signer avec l'Etat un contrat financier, en juin 2018. Ces deux dernières années, les objectifs ont été atteints sans difficulté. Cette signature s'inscrivait dans une démarche engagée depuis 2014 qui rompait

avec le cycle d'endettement engagé dans la décennie précédente, expliquée par une hausse continue des dépenses, adossée à de faibles recettes. Une fois retranchée les variables liées aux écritures d'ordre des opérations de désensibilisation (lisibles dans les budgets 2016 et 2018) et la réintégration des budgets « Eau » et « Assainissement en 2016, la ville a assisté à une amélioration significative de l'ensemble de ses indicateurs : épargne brute et nette, trésorerie, maîtrise des dépenses à caractère général et de personnels. La capacité de désendettement a fini par revenir à des niveaux conformes aux standards communément admis par les acteurs institutionnels (moins de douze années).

Evolution des grands indicateurs de la ville

| Libellés | 2014 | 2018 (après retraitement des opérations d'ordre) | 2019 |
|--|-------------|---|-------------|
| Recettes réelles de fonctionnement (RRF) | 140 646 023 | 165 080 713 | 157 040 009 |
| Dépenses de fonctionnement (DRF) | 131 558 328 | 132 691 582 | 131 917 322 |
| Dépenses de fonctionnement réelles (après retraitement des prélèvements) | 113 073 335 | 100 494 991 | 100 237 607 |
| Epargne de gestion | 20 398 513 | 29 909 647 | 33 768 534 |
| Intérêts de la dette | 11 571 190 | 10 494 983 | 10 694 446 |
| Epargne brute (RRF - DRF) | 8 827 323 | 19 414 664 | 23 074 088 |
| Remboursement du capital de la dette | 8 665 974 | 13 150 941 | 19 468 608 |
| Epargne nette (RRF - DRF - cessions + intérêts et capital) | 161 349 | 6 263 723 | 3 605 480* |

*(plus de 9 millions avant remboursement anticipé d'un emprunt)

C'est forte de ses fondamentaux solides que la ville a engagé l'exercice 2020. Ses disponibilités de trésorerie lui ont permis de faire face aux trois mois sans recettes issues des prestations, prouvant ainsi sa capacité de résilience dans l'épreuve.

Si le budget 2020 est rendu extrêmement compliqué par l'ensemble des incertitudes liées au contexte sanitaire et aux évolutions institutionnelles, avec toutes les conséquences qu'on leur connaît déjà, la matrice de ce budget repose sur les fondamentaux budgétaires fixés par la ville :

- une stabilité des prélèvements sur les usagers ou les contribuables,
- l'ambition de maîtriser les dépenses de fonctionnement, malgré le poids des dépenses nouvelles liées à la COVID19 ou à certaines données sur lesquelles le rapport revient,
- limiter les recettes de fonctionnement pour participer à l'effort de reprise des professionnels,
- garantir la qualité des services publics à l'issue de la crise pour assurer un retour rapide à une situation normale (activités éducatives, sportive, culturelle...),
- maintenir l'autofinancement à un niveau assez élevé pour éviter de recourir à l'emprunt,
- garantir une politique d'équipement permettant le renouvellement des équipements.

L'ambition générale de ce budget est de faire face à la difficulté sans pénaliser les saint-mauriens, en assumant ses responsabilités pour limiter l'impact économique de cette crise sans précédent.

C'est à l'aune de ces enjeux objectifs qu'il a été élaboré ce budget, en observant le rythme des dépenses directes consacrées à la crise du COVID19 (1 million d'euros fin mai, 1,5 millions fin juin), les effets de bord et en anticipant les incidences sur les recettes.

Difficile à élaborer, la lecture de ce budget se distingue par la reprise obligatoire de l'excédent antérieur, puisqu'il a été adopté après l'adoption du compte administratif.

Malgré la suspension prévue par le gouvernement des obligations liées au contrat de Cahors, la ville souhaite poursuivre ses efforts en restant dans l'épure fixée par celui-ci. A ce titre, son objectif de dépense, correspondant à une évolution de + 1,025% annuelle des dépenses de fonctionnement réelles lui permettrait de dépenser près de 110 millions d'euros.

Toutefois, malgré les contraintes, la municipalité entend rester dans une trajectoire vertueuse, en dessous des objectifs fixés.

Tableau des engagements pris dans le cadre du Contrat financier avec l'Etat et résultats obtenus par la ville.

| Années | Objectifs contractualisés | Objectif atteint par la ville |
|---------------------------|----------------------------------|--------------------------------------|
| 2017 (année de référence) | 107 363 136 | 107 363 136 |
| 2018 | 108 463 608 | 100 494 991 |
| 2019 | 109 575 360 | 100 237 607 |

Le budget sera bâti en vue de respecter les priorités retenues depuis près de six ans :

- soutenir les secteurs scolaire/périscolaire afin de maintenir une offre de grande qualité,
- réhabiliter les équipements scolaires et sportifs,
- maintenir la qualité du cadre de vie (propreté, espaces verts...) et poursuivre la transition vers un territoire durable (pistes cyclables, aménagements des squares...),
- conforter les moyens dédiés à la prévention et à la sécurité,
- encourager la solidarité envers tous les saint-mauriens,
- soutenir l'inclusion de tous les saint-mauriens, quelque que soit leur situation (par le biais de l'action sociale) ou leur génération,

Par ailleurs, cette année, plusieurs projets arrivant à maturité, la ville va ouvrir des crédits pour accorder des subventions d'équipement afin de réaliser des Logements locatifs sociaux (LLS), à hauteur de 3,5 millions d'euros.

Au niveau des équilibres, les recettes prévisionnelles de fonctionnement sont en baisse sensible, près de 10 millions d'euros (-6%). En effet, la ville doit :

- encaisser la perte de recettes fiscales liées à réforme de la TH cristallisée au taux 2017. Cette perte s'élève à 1,5 million d'euros (prévu au BP),
- constater les pertes de droits de mutation de près de 2,5 millions d'euros,
- la perte de recettes de TEOM pour près de 1,7 millions d'euros, consécutive à la baisse volontaire de son taux,
- les pertes de recettes liées à l'arrêt temporaire de certaines prestations municipales.

Indépendamment de ces baisses de recettes, la ville doit également tenir compte :

- des dépenses supplémentaires liées à la crise. Une partie de celles-ci ont déjà été engagées, d'autres sont probables et résultent des nouveaux protocoles sanitaires ou constituent des inscriptions prudentes,
- l'inscription budgétaire d'annulations de titres anciens, écritures budgétaires sans mouvements de trésorerie, dans le cadre de la préparation du Compte financier unique, réforme imposée par l'Etat qui prendra effet en 2023 (+ 1 million d'euros),
- du maintien à un niveau très élevé des prélèvements (+ 1 million d'euros),
- une hausse des dépenses de personnel résultant de la révision des régimes indemnitaires et de la prime versée aux agents engagés pendant la crise (+ 1,2 millions).

Face à ces dépenses nouvelles, près de 8 millions d'euros, les économies réalisées pendant le confinement (liées à l'arrêt des activités) restent modestes, ou difficilement évaluables (fluides).

Le budget primitif constitue un acte de prévision. L'environnement dans lequel nous évoluons reste fragile, avec des conséquences déjà observables. En conséquence, les plafonds de dépenses ont été relevés à un niveau supérieur aux années précédentes et les recettes ont été évaluées de manière très prudente. Ce budget marque donc une inflexion dans la trajectoire empruntée par la ville avec la dégradation temporaire de ses ratios d'épargne. L'architecture financière de la ville nous permettra de retrouver des équilibres plus rigoureux sur les prochains exercices.

Malgré toute la prudence des inscriptions l'épargne de gestion (recettes - dépenses de fonctionnement) reste à un niveau satisfaisant (près de 19 millions d'euros). Le poids de la charge financière dégrade plus fortement l'épargne brute qui redescend à 8,5 millions.

Il est à noter que le niveau des dépenses de fonctionnement réelles (environs 105 millions d'euros) reste en-deça des engagements du contrat de Cahors qui fixait un objectif 2020 à 110 millions d'euros.

III – LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT :

Disposant d'une bonne épargne de gestion et d'une trésorerie solide, la municipalité poursuit sa politique d'investissement tourné vers la réhabilitation ou le renouvellement d'équipements vieillissants. Ces investissements soutenus ont permis de remettre à niveau de nombreux équipements et ce dans de nombreux domaines. Ainsi, ces dernières années, dans le domaine sportif :

- le nouveau Centre sportif Gilbert Noël a été ouvert ;
- la rénovation du Stade Chéron a été engagée et se poursuivra avec des aménagements paysagers, offrant aux usagers une plateforme multisports ;
- d'importants travaux de sécurité ou destinés à effectuer des économies ont été réalisés au sein du Centre sportif Pierre Brossolette.

La communauté éducative a bénéficié d'une campagne de rénovation des groupes scolaires et de leur mise en accessibilité, programmée dans le cadre de l'Agenda d'Accessibilité (Ad'Ap). Plusieurs groupes ont été entièrement rénovés (Châlets, Champignol, La Pie, Michelet...) au profit des enseignants, des élèves et du périscolaire.

La rénovation du Théâtre a constitué la pierre angulaire de la remise à niveau des équipements culturels. Dans le secteur de la petite enfance, c'est un nouveau Relais des Assistantes Maternelles qui permet d'accueillir les assistantes-maternelles. Par ailleurs, une première campagne liée à l'amélioration de la performance énergétique a donné lieu aux remplacements des chaudières à fioul et d'huissierie (Hôtel de ville), ainsi qu'à l'achat de véhicules électriques. Ce six dernières années, ce sont quinze kilomètres de voirie qui ont été intégralement refaites, ainsi que le parvis de la gare de La Varenne.

Toutes ces opérations ont reposé sur une Programmation pluriannuelle d'investissement (PPI) adossée à une gestion attentive des finances ayant permis de la financer sans recours

significatif à l'emprunt, permettant ainsi à la ville de réduire significativement sa dette dans le même temps.

Cette première tranche s'achevant, il est possible d'engager une deuxième phase dans cette politique d'équipement. Les priorités retenues restent :

- **l'amélioration des conditions d'accueil dans les écoles,**
- **la création d'un nouveau groupe scolaire,**
- **l'amélioration de la qualité de l'espace public, avec un effort supplémentaire consacré à la remise en état de la voirie, ainsi qu'à l'éclairage public dans le cadre du marché de performance,**
- **la rénovation des locaux accueillant des associations,** avec les aménagements des salles rendus dans le cadre des datations liées aux cessions,
- la création d'une Maison des seniors et du handicap destinée à accompagner la séniorisation de la ville. Elle disposera d'un centre de ressources, des ateliers permanents autour des thématiques essentielles (nutrition, mobilité, mémoire) et un accompagnement pour les aidants,
- la rénovation des équipements culturels,
- **le renforcement du volet environnemental** dans la politique d'investissement avec l'achat de vélos et de véhicules électriques supplémentaires destinés à la flotte mutualisée ou l'installation de bornes complétant les efforts déjà produits visant à la performance énergétique,
- **la poursuite des aménagements des bords de Marne** en vue de rendre encore plus attractifs ces espaces pour les saint-mauriens.

Plusieurs de ces opérations sont d'ores et déjà subventionnables, tandis que d'autres font l'objet d'échanges avec des partenaires éventuels. Ces grands projets sont inscrits dans le plan pluriannuel d'investissement présenté ci-dessous.

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2023

AMENAGEMENTS - BORDS DE MARNE - ESPACES VERTS

| LIBELLES | PROPOSITION BUDGET 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | TOTAL | RECETTES |
|---|----------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------------------------|
| Base nautique paddle | 45 700,00 € | | | | 45 700,00 € | |
| Passerelle de la Pie (21) | | 1 154 000,00 € | | | 1 154 000,00 € | 560 877,34 € |
| Base nautique douce Mesnil | | 600 000,00 € | | | 600 000,00 € | Possibilité Reg/dep +loyer |
| Kruger/Liberté | | 540 000,00 € | | | 540 000,00 € | Possibilité Rég et/ou Dep- AESN |
| Aménagement de la place des Rupins | | | 600 000,00 € | | 600 000,00 € | |
| Place des Marronniers terre-plein sud-est | | | 600 000,00 € | | 600 000,00 € | AESN |
| Création d'un local DAB (distributeur de billets) place Diderot | | | 80 000,00 € | | 80 000,00 € | |
| Rue commerçante Charles de Gaulles | | | | 1 000 000,00 € | 1 000 000,00 € | |
| Aménagement de la promenade du quai de Bonneuil | | | | | - € | 360 000,00 € |
| Création d'un square rue du Four | | | | | - € | Possibilité Rég et/ou Dep- AESN |
| Total | 45 700,00 € | 2 294 000,00 € | 1 280 000,00 € | 1 000 000,00 € | 4 619 700,00 € | 920 877,34 € |

VOIRIE

| LIBELLES | PROPOSITION BUDGET 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | TOTAL | RECETTES |
|---|----------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--|
| Frais d'études diagnostics, levé topographique | 95 875,00 € | 80 000,00 € | 80 000,00 € | 80 000,00 € | 335 875,00 € | |
| SIG - Base de donnée cartographique | 42 000,00 € | 20 000,00 € | 10 000,00 € | 10 000,00 € | 82 000,00 € | |
| Frais d'études - Missions AMO | 191 400,00 € | 77 800,00 € | 86 000,00 € | 30 000,00 € | 385 200,00 € | |
| Frais de suivi de travaux - Missions AMO / SPS | 33 400,00 € | 70 000,00 € | 70 000,00 € | 70 000,00 € | 243 400,00 € | |
| Schéma de circulation et de stationnement de la Ville | 15 000,00 € | 25 000,00 € | 50 000,00 € | | 90 000,00 € | |
| Frais d'études marché de performance énergétique | 52 500,00 € | | | | 52 500,00 € | |
| Toilettes publiques <i>[Beaurepaire/Beach/Rupins/Louvière/Stalingrad/Champignol /Kennedy]</i> | 77 000,00 € | | - € | - € | 77 000,00 € | |
| Potelets/Barrières/séripark | 140 500,00 € | 65 000,00 € | 50 000,00 € | 50 000,00 € | 305 500,00 € | |
| Signalisation verticale routière | 150 000,00 € | 50 000,00 € | 50 000,00 € | 50 000,00 € | 300 000,00 € | |
| Signalisation verticale directionnelle et révision de la panneautique culturelle, touristique, administratives, routière | 50 000,00 € | 180 000,00 € | 180 000,00 € | 90 000,00 € | 500 000,00 € | |
| Rénovation de la voirie <i>[tranche de 5 à 7km incluant modernisation des rues commerçantes entre 2020 et 2022]</i> | 2 443 000,00 € | 2 500 000,00 € | 2 500 000,00 € | 2 500 000,00 € | 9 943 000,00 € | |
| Réhabilitation et aménagement des grands axes (2) <i>[an2 Joffre T3] [an3 Joffre-T4/Bellechasse]- [an4.5.6 Général Giraud] - [an7 Marne + une partie de l'ancienne RD247/]</i> | 660 000,00 € | 660 000,00 € | 1 000 000,00 € | 1 100 000,00 € | 3 420 000,00 € | Si aménagement cyclable sur G.Giraud enveloppe sub Reg/Depart de 1 070 000€ |
| Reprise de trottoirs suite aux dégâts occasionnés par les racines d'arbres | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 400 000,00 € | |
| Petits aménagements de voirie d'amélioration du cadre de vie | 370 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 1 270 000,00 € | |
| Travaux de signalisation et de marquage au sol | 350 000,00 € | 350 000,00 € | 350 000,00 € | 350 000,00 € | 1 400 000,00 € | |
| Revalorisation de la place de la Louvière <i>[stabilisé+jardinière déco+modernisation arceau vélo+modernisation fontainerie]</i> | 100 000,00 € | | | | 100 000,00 € | |

| LIBELLES | PROPOSITION BUDGET 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | TOTAL | RECETTES |
|---|------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|--------------------------|
| Rénovation du passage souterrain de la Louvière | | | 30 000,00 € | | 30 000,00 € | |
| Rénovation des entrées de Ville | | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 300 000,00 € | |
| Revalorisation du Carré Médicis <i>[Reprise partielle des allées en pavés, modernisation de mobilier urbain, création d'espace d'exposition]</i> | | | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 200 000,00 € | |
| Rénovation de la place de Molènes <i>[Modernisation stabilisé, espaces verts, jeux fixes récréatifs, retrait des lisses basses]</i> | | | | 180 000,00 € | 180 000,00 € | |
| Politique Cyclable - Itinéraire gare du Parc/Champignol et Bagaudes | 1 230 000,00 € | 646 000,00 € | 350 000,00 € | 350 000,00 € | 2 576 000,00 € | 1 559 900,00 € |
| Politique cyclable - Stationnement libre et sécurisé | 12 500,00 € | 13 000,00 € | 463 000,00 € | 363 000,00 € | 851 500,00 € | 794 935,00 € |
| Politique cyclable - Sas vélos aux feux tricolores | | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 120 000,00 € | |
| PAVE (accessibilité trottoir, places PMR) | 130 000,00 € | 105 000,00 € | 105 000,00 € | 105 000,00 € | 445 000,00 € | |
| PAVE Mise en accessibilité du parking Théâtre | | 100 000,00 € | 404 000,00 € | | 504 000,00 € | Possibilité Rég + dep |
| Modernisation et mise en conformité des ouvrages d'art SNCF | | 85 000,00 € | 75 000,00 € | 75 000,00 € | 235 000,00 € | |
| Modernisation des arches des rues commerçantes | | 20 000,00 € | 20 000,00 € | | 40 000,00 € | |
| Total | 6 243 175,00 € | 5 586 800,00 € | 6 513 000,00 € | 6 043 000,00 € | 24 385 975,00 € | 2 354 835,00 € |

EQUIPEMENTS PUBLICS

| LIBELLES | PROPOSITION BUDGET 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | TOTAL | |
|--|------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Equipements et outillage spécifiques de voirie et topographie | 49 000,00 € | 50 000,00 € | 50 000,00 € | 50 000,00 € | 199 000,00 € | |
| Radar pédagogique communicant | 13 000,00 € | 13 000,00 € | 13 000,00 € | 13 000,00 € | 52 000,00 € | |
| Petit matériel d'intervention d'éclairage public-SLT | 1 000,00 € | | | | 1 000,00 € | |
| Modernisation du patrimoine ECL/SLT bail/CPE | 141 000,00 € | 2 000 000,00 € | 2 000 000,00 € | 2 000 000,00 € | 6 141 000,00 € | 4 240 090,00 € |
| Remplacement de candélabres vétustes | 60 000,00 € | | | | 60 000,00 € | |
| Mise aux normes règlementaire des figurines piétons et répétiteur | 30 000,00 € | | | | 30 000,00 € | |
| Illuminations de Noël : fils lumière, guirlandes, motifs, etc. | 60 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 960 000,00 € | |
| Déploiement de station de 4 bornes de recharge électrique complète | 31 000,00 € | 62 000,00 € | 62 000,00 € | 62 000,00 € | 217 000,00 € | 130 200,00 € |
| Total | 385 000,00 € | 2 425 000,00 € | 2 425 000,00 € | 2 425 000,00 € | 7 660 000,00 € | 4 370 290,00 € |

SCOLAIRE PERISCOLAIRE

| LIBELLES | PROPOSITION BUDGET 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | TOTAL | RECETTES |
|---|----------------------------|-----------------------|------------------------|------------------------|------------------------|----------|
| Clos et couvert | 533 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 1 433 000,00 € | |
| Mise en accessibilité et aux normes | | 620 000,00 € | 1 670 000,00 € | 800 000,00 € | 3 090 000,00 € | |
| Accès des écoles-Assainissement | 410 000,00 € | 1 200 000,00 € | 150 000,00 € | 800 000,00 € | 2 560 000,00 € | |
| Offices et réfectoire | | | | 500 000,00 € | 500 000,00 € | |
| Réhabilitation des locaux | 235 000,00 € | | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 435 000,00 € | |
| Rénovation salles de classe | 120 000,00 € | | 280 000,00 € | 150 000,00 € | 550 000,00 € | |
| Divers travaux-Etudes-Diagnostic | 557 000,00 € | 500 000,00 € | 500 000,00 € | 500 000,00 € | 2 057 000,00 € | |
| Petites réparations et entretien des toitures | 232 000,00 € | 232 000,00 € | 250 000,00 € | 250 000,00 € | 964 000,00 € | |
| Agrandissement des écoles (passage à 24 élèves) | 250 000,00 € | 2 300 000,00 € | 10 000 000,00 € | 10 000 000,00 € | 22 550 000,00 € | |
| Total | 2 337 000,00 € | 5 152 000,00 € | 13 250 000,00 € | 13 400 000,00 € | 34 139 000,00 € | - € |

PETITE ENFANCE

| LIBELLES | PROPOSITION BUDGET 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | TOTAL | RECETTES |
|---|----------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|----------|
| Clos et couvert | | | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 200 000,00 € | |
| Accessibilité | | | 120 000,00 € | 150 000,00 € | 270 000,00 € | |
| Cours-Jardins extérieurs-Assainissement | 228 000,00 € | 180 000,00 € | 75 000,00 € | | 483 000,00 € | |
| Réhabilitation des locaux | 400 000,00 € | 300 000,00 € | | | 700 000,00 € | |
| Etudes et diagnostics | 92 000,00 € | 50 000,00 € | 50 000,00 € | 50 000,00 € | 242 000,00 € | |
| Réparations toitures | 30 000,00 € | 60 000,00 € | 60 000,00 € | 60 000,00 € | 210 000,00 € | |
| Total | 750 000,00 € | 590 000,00 € | 405 000,00 € | 360 000,00 € | 2 105 000,00 € | - € |

SPORTS

| LIBELLES | PROPOSITION BUDGET 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | TOTAL | RECETTES |
|---------------------------------|----------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|----------|
| Réparation fuite petit bain CSB | | | | | | |
| Mise en conformité CSB | | 100 000,00 € | 350 000,00 € | 350 000,00 € | 800 000,00 € | |
| Pavillon stade Fernand Sastre | | | 200 000,00 € | 300 000,00 € | 500 000,00 € | |
| Extension de la salle Pathé | | 350 000,00 € | | | 350 000,00 € | |
| Construction de la salle Verte | | | | 100 000,00 € | 100 000,00 € | |
| Total | - € | 450 000,00 € | 550 000,00 € | 750 000,00 € | 1 750 000,00 € | - € |

CULTURE

| LIBELLES | PROPOSITION BUDGET 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | TOTAL | RECETTES |
|-----------------------------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|----------|
| Restauration église Saint Nicolas | 750 000,00 € | 860 000,00 € | | | 1 610 000,00 € | |
| Rénovation de la scène du théâtre | | 360 000,00 € | | | 360 000,00 € | |
| Mise aux normes du conservatoire | 150 000,00 € | | 2 000 000,00 € | 2 500 000,00 € | 4 650 000,00 € | |
| Rénovation Villa Médicis | | 50 000,00 € | | | 50 000,00 € | |
| | | | | | - € | |
| Total | 900 000,00 € | 1 270 000,00 € | 2 000 000,00 € | 2 500 000,00 € | 6 670 000,00 € | - € |

AUTRES BATIMENTS

| LIBELLES | PROPOSITION BUDGET 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | TOTAL | RECETTES |
|--|----------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|------------|
| Maison des seniors | 50 000,00 € | 2 600 000,00 € | | | 2 650 000,00 € | |
| André Bollier | | 650 000,00 € | 650 000,00 € | | 1 300 000,00 € | |
| Maison des associations | | 2 000 000,00 € | 2 500 000,00 € | | 4 500 000,00 € | |
| Purge et réfection des façades au tribunal | | | | 200 000,00 € | 200 000,00 € | |
| Remplacement des châssis à la mairie | | | | 200 000,00 € | 200 000,00 € | |
| Purge et réfection des façades à la mairie | | | | 250 000,00 € | 250 000,00 € | |
| Réfection de la verrière à la mairie | | 480 000,00 € | | | 480 000,00 € | |
| Aménagement de sécurité à la mairie | | | 100 000,00 € | 250 000,00 € | 350 000,00 € | |
| Travaux de réparation des infiltrations aux Ateliers d'art | | 50 000,00 € | | | 50 000,00 € | |
| Locaux dans les cimetières | | | | 200 000,00 € | 200 000,00 € | |
| Construction maison des chats | | | | 30 000,00 € | 30 000,00 € | |
| Déménagement CTM Bellechasse | | | | 150 000,00 € | 150 000,00 € | |
| Total | 50 000,00 € | 5 780 000,00 € | 3 250 000,00 € | 1 280 000,00 € | 10 360 000,00 € | - € |

MAINTENANCE DES BATIMENTS

| LIBELLES | PROPOSITION BUDGET 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | TOTAL | RECETTES |
|---------------------------|----------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|------------|
| Maintenance des bâtiments | 800 000,00 € | 800 000,00 € | 800 000,00 € | 800 000,00 € | 3 200 000,00 € | |
| Total | 800 000,00 € | 800 000,00 € | 800 000,00 € | 800 000,00 € | 3 200 000,00 € | - € |

ESPACES VERTS

| LIBELLES | PROPOSITION BUDGET 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | TOTAL | RECETTES |
|--|----------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|----------|
| Plantation d'arbres | 75 000,00 € | 120 000,00 € | 120 000,00 € | 120 000,00 € | 435 000,00 € | |
| Réfection des ouvrages bois | 100 000,00 € | 110 000,00 € | 60 000,00 € | 60 000,00 € | 330 000,00 € | |
| Travaux de réfection et rénovation de sols souples squares, parcs, écoles et crèches | 40 700,00 € | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 160 700,00 € | |
| Réaménagement des squares et aire de jeux | 152 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 1 052 000,00 € | |
| Reprise de concessions dans les cimetières arrivées à termes échues | 120 000,00 € | 120 000,00 € | 120 000,00 € | 120 000,00 € | 480 000,00 € | |
| Autres matériels et outillage | 31 000,00 € | | | | | |
| Restauration de monuments funéraires | | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 300 000,00 € | |
| Remise en état des bassins et fontaines | 30 000,00 € | 60 000,00 € | 60 000,00 € | 60 000,00 € | 210 000,00 € | |
| Total | 548 700,00 € | 850 000,00 € | 800 000,00 € | 800 000,00 € | 2 967 700,00 € | - € |

PROPRETE

| LIBELLES | PROPOSITION BUDGET 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | TOTAL | RECETTES |
|-----------------------------|----------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|----------|
| Autre matériel et outillage | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 160 000,00 € | |
| Total | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 160 000,00 € | - € |

MOBILIER URBAIN

| LIBELLES | PROPOSITION BUDGET 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | TOTAL | RECETTES |
|--|----------------------------|--------------------|---------------------|---------------------|---------------------|----------|
| Remplacement du mobilier urbain bois par du plastique recyclé (crue, inondation Bords de Marne | 30 000,00 € | 50 000,00 € | 50 000,00 € | 50 000,00 € | 180 000,00 € | |
| Rénovation des terrains de jeux de boules | 15 000,00 € | 15 000,00 € | 15 000,00 € | 15 000,00 € | 60 000,00 € | |
| Remplacement des batardeaux sur les bords de Marne (crue) | | | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 80 000,00 € | |
| Acquisition matériels | 14 000,00 € | | | | | |
| Total | 59 000,00 € | 65 000,00 € | 105 000,00 € | 105 000,00 € | 320 000,00 € | - € |

ENTRETIEN STADES

| LIBELLES | PROPOSITION BUDGET 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | TOTAL | RECETTES |
|---|----------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|----------|
| Rénovation des terrains de sport | | 400 000 € | 400 000 € | 400 000 € | 1 200 000,00 € | |
| Equipements pour les stades (pare-ballons...) | | 100 000 € | 100 000 € | 100 000 € | 300 000,00 € | |
| Total | | 500 000,00 € | 500 000,00 € | 500 000,00 € | 1 500 000,00 € | - € |

GARAGE

| LIBELLES | PROPOSITION BUDGET 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | TOTAL | RECETTES |
|-----------------|------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------|
| Achat véhicules | 180 000,00 € | 150 000 € | 150 000 € | 150 000 € | 630 000,00 € | |
| Total | 180 000,00 € | 150 000,00 € | 150 000,00 € | 150 000,00 € | 630 000,00 € | - € |

CONCESSIONNAIRES

| LIBELLES | PROPOSITION BUDGET 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | TOTAL | RECETTES |
|---|------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|-----------------|
| Défense extérieure contre l'incendie (DECI) | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 160 000,00 € | |
| Total | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 160 000,00 € | - € |

SYSTEME D'INFORMATION ET TRANSITION NUMERIQUE

| LIBELLES | PROPOSITION BUDGET 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | TOTAL | RECETTES |
|-----------------------|------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------|
| Matériel informatique | 1 000 000,00 € | 1 000 000,00 € | 1 000 000,00 € | 1 000 000,00 € | 4 000 000,00 € | |
| Total | 1 000 000,00 € | 1 000 000,00 € | 1 000 000,00 € | 1 000 000,00 € | 4 000 000,00 € | - € |

COMMANDE PUBLIQUE

| LIBELLES | PROPOSITION BUDGET 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | TOTAL | RECETTES |
|--------------------------------|------------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|-------------------------|-----------------|
| Mobilier et matériel de bureau | 300 000,00 € | 200 000,00 € | 200 000,00 € | 200 000,00 € | 800 000,00 € | |
| Total | 3 00 000,00 € | 200 000,00 € | 200 000,00 € | 200 000,00 € | 800 000,00 € | - € |
| Total GLOBAL du PPI | 13 538 575,00 € | 27 152 800,00 € | 33 268 000,00 € | 31 353 000,00 € | 105 427 375,00 € | |

Cette programmation n'exclut pas d'autres investissements en fonction des ressources disponibles, ou des ajustements liés au rythme des chantiers. Certaines dépenses répondant à un besoin isolé n'apparaîtront que dans le budget de l'exercice auxquelles elles se rattachent.

ANNEXE RELATIVE A LA GESTION DE LA DETTE

La dette constitue depuis plus d'une décennie un enjeu décisif pour l'assainissement des finances de la commune. Après avoir résolu, en 2016, la question de sa toxicité, grâce par sa désensibilisation, financée par le Fonds de soutien (44 millions d'euros sur 13 ans), la ville a engagé une politique de désendettement. Celle-ci repose, depuis plusieurs années, sur un recours très limité à l'emprunt et, en fonction de ses possibilités, sur des remboursements anticipés. La ville entend suivre le profil d'extinction de sa dette. Ce qui viendra donc soulager le budget pour lequel la charge financière annuelle demeure très importante (plus de 23 millions d'euros).

L'objectif est de la ramener sous la barre des 150 millions d'euros en 2026, objectif atteignable si la commune maintient sa capacité à mobiliser des ressources alternatives (subventions, autofinancement, cessions).

| Dette au 31/12/2019 | | | |
|---------------------|------------------|------------------------------------|-----------------------------|
| Année | Encours bancaire | Reste à percevoir fonds de soutien | Encours bancaire net du FDS |
| 2019 | 248 911 | 30 851 | 218 060 |

En 2020, la ville inscrira par prudence une autorisation de levée d'emprunt de 2 millions, tout en remboursant plus de 13 millions. Hors fonds de soutien, en cas de levée d'emprunt la dette se montera à 236 millions d'euros (soit environ 209 millions déduction faite du fonds de soutien) ou 234 millions, si les emprunts ne sont pas levés (207 déduction faite du fonds de soutien).

La ville a, par ailleurs, lancé les opérations visant à transférer une part d'un emprunt croisé ville-eau-assainissement vers l'EPT PEM&B afin d'assurer la meilleure lisibilité de la dette sous responsabilité communale, rapportant alors le stock autour des 212 millions nets du fonds de soutien (tel que retenu par Bercy).

Le profil d'extinction de la dette, sans l'aide du fonds de soutien, est le suivant :

| Année de la date de début d'exercice | CRD début d'exercice | Capital amorti | Intérêts | Flux total | CRD fin d'exercice |
|---|-----------------------------|-----------------------|-----------------|-------------------|---------------------------|
| 2020 | 248 141 803,79 | 13 628 733,78 | 10 316 985,39 | 23 945 719,17 | 234 513 070,01 |
| 2021 | 234 513 070,01 | 13 938 798,86 | 9 810 818,95 | 23 749 617,81 | 220 574 271,15 |
| 2022 | 220 574 271,15 | 14 263 564,44 | 9 154 855,46 | 23 418 419,90 | 206 310 706,71 |
| 2023 | 206 310 706,71 | 14 154 746,20 | 8 572 317,89 | 22 727 064,09 | 192 155 960,51 |
| 2024 | 192 155 960,51 | 14 492 711,42 | 8 012 614,08 | 22 505 325,50 | 177 663 249,09 |
| 2025 | 177 663 249,09 | 14 831 746,61 | 7 413 881,56 | 22 245 628,17 | 162 831 502,47 |
| 2026 | 162 831 502,47 | 15 156 714,84 | 6 807 889,57 | 21 964 604,41 | 147 674 787,63 |
| 2027 | 147 674 787,63 | 15 074 995,73 | 6 188 901,56 | 21 263 897,29 | 132 599 791,90 |
| 2028 | 132 599 791,90 | 14 025 095,18 | 5 617 964,56 | 19 643 059,74 | 118 574 696,72 |
| 2029 | 118 574 696,72 | 13 231 151,66 | 5 054 322,83 | 18 285 474,49 | 105 343 545,06 |
| 2030 | 105 343 545,06 | 13 003 554,29 | 4 526 993,39 | 17 530 547,68 | 92 339 990,77 |
| 2031 | 92 339 990,77 | 12 854 952,78 | 3 997 254,91 | 16 852 207,69 | 79 485 037,99 |
| 2032 | 79 485 037,99 | 11 840 167,82 | 3 486 660,48 | 15 326 828,30 | 67 644 870,17 |
| 2033 | 67 644 870,17 | 10 570 648,73 | 2 973 749,80 | 13 544 398,53 | 57 074 221,44 |
| 2034 | 57 074 221,44 | 10 389 148,62 | 2 499 508,42 | 12 888 657,04 | 46 685 072,83 |
| 2035 | 46 685 072,83 | 9 560 080,62 | 2 080 867,93 | 11 640 948,55 | 37 124 992,21 |
| 2036 | 37 124 992,21 | 8 613 016,86 | 1 698 769,91 | 10 311 786,77 | 28 511 975,35 |
| 2037 | 28 511 975,35 | 6 950 076,97 | 1 353 333,18 | 8 303 410,15 | 21 561 898,38 |
| 2038 | 21 561 898,38 | 4 231 984,61 | 1 063 364,52 | 5 295 349,13 | 17 329 913,77 |
| 2039 | 17 329 913,77 | 3 595 877,86 | 851 016,46 | 4 446 894,32 | 13 734 035,91 |
| 2040 | 13 734 035,91 | 2 221 392,03 | 705 242,41 | 2 926 634,44 | 11 512 643,88 |
| 2041 | 11 512 643,88 | 2 255 901,89 | 592 812,53 | 2 848 714,42 | 9 256 741,99 |
| 2042 | 9 256 741,99 | 2 292 150,21 | 477 613,52 | 2 769 763,73 | 6 964 591,78 |
| 2043 | 6 964 591,78 | 2 010 679,35 | 362 222,74 | 2 372 902,09 | 4 953 912,43 |
| 2044 | 4 953 912,43 | 1 155 790,01 | 264 972,59 | 1 420 762,60 | 3 798 122,42 |
| 2045 | 3 798 122,42 | 913 791,35 | 201 019,29 | 1 114 810,64 | 2 884 331,07 |

| Année de la date de début d'exercice | CRD début d'exercice | Capital amorti | Intérêts | Flux total | CRD fin d'exercice |
|---|-----------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------------|
| 2046 | 2 884 331,07 | 802 303,58 | 149 927,75 | 952 231,33 | 2 082 027,49 |
| 2047 | 2 082 027,49 | 641 091,48 | 105 672,34 | 746 763,82 | 1 440 936,01 |
| 2048 | 1 440 936,01 | 480 169,72 | 70 835,73 | 551 005,45 | 960 766,29 |
| 2049 | 960 766,29 | 319 553,77 | 45 085,27 | 364 639,04 | 641 212,52 |
| 2050 | 641 212,52 | 159 260,01 | 28 674,63 | 187 934,64 | 481 952,51 |
| 2051 | 481 952,51 | 165 972,05 | 21 552,63 | 187 524,68 | 315 980,46 |
| 2052 | 315 980,46 | 173 041,36 | 14 169,17 | 187 210,53 | 142 939,10 |
| 2053 | 142 939,10 | 142 939,10 | 6 392,15 | 149 331,25 | 0,00 |
| Total | | 248 141 803,79 | 104 528 263,60 | 352 670 067,39 | |

ANNEXE RELATIVE A LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

En déclinaison de nouveaux principes énoncés par la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), traduits par l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et selon le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire, le ROB contient une présentation rétrospective et prospective de l'évolution des emplois et effectifs ainsi que les crédits afférents.

Ce document intègre également, conformément à la Loi du 4 août 2014, un rapport sur « la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ».

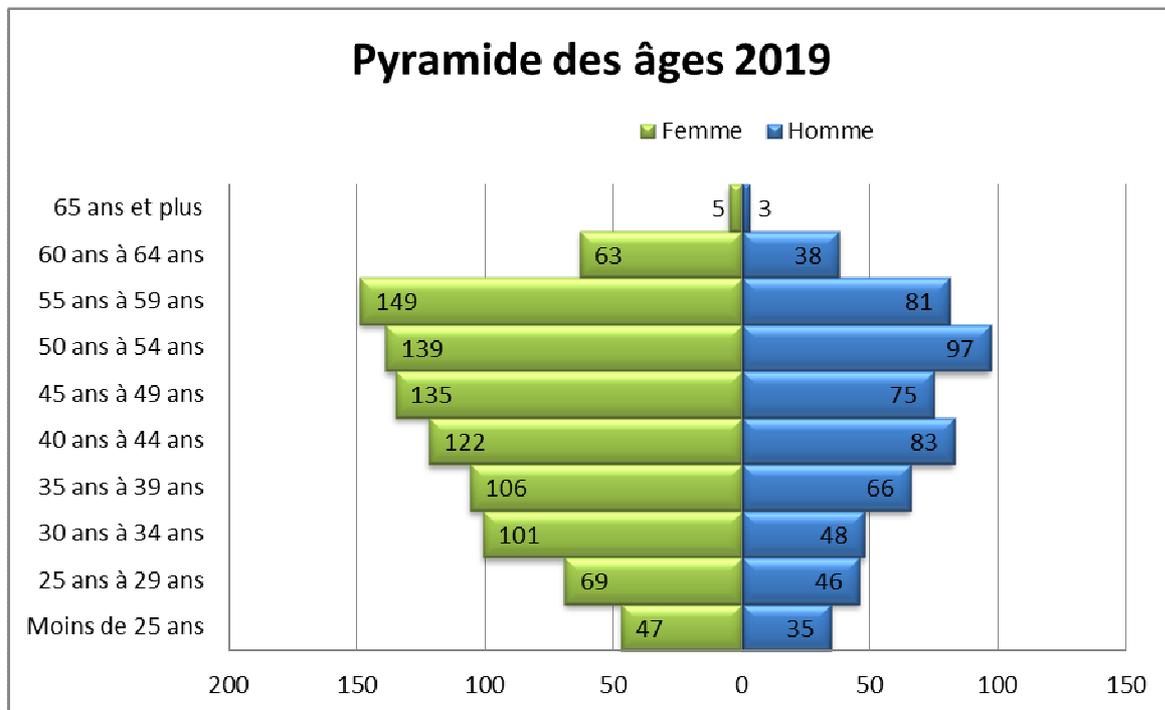
I – Situation du personnel communal saint-maurien en 2019

Au-delà des moyens budgétaires, les politiques publiques sont mises en œuvre par l'ensemble des agents publics, hommes et femmes, composant le personnel communal. Assurant des fonctions de production de services, de contrôle, de soutien, le personnel communal saint-maurien se distingue par la place prépondérante des activités assurées en régie directe. Les fonctions supports ou de conception représentent une part bien moins élevée des effectifs que dans la plupart des communes. Cette configuration se ressent dans la structure des effectifs et implique en conséquence une attention particulière portée à la gestion des risques et à la médecine préventive.

Par ailleurs, notre spécificité est accrue par l'existence d'équipements tels que le Conservatoire à rayonnement régional qui rendent difficiles les comparaisons avec d'autres villes.

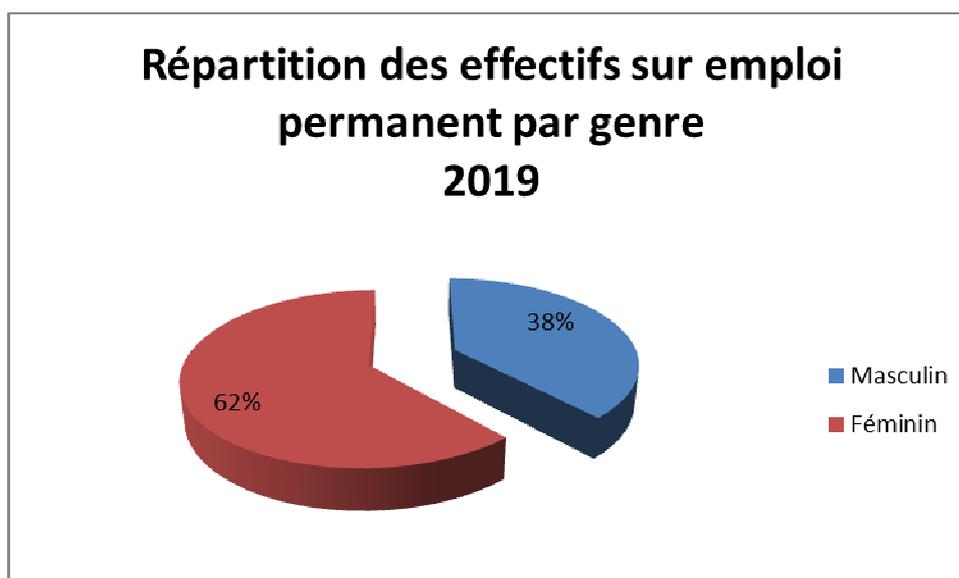
A/ La structure des effectifs

Données démographiques



Cette pyramide témoigne d'un vieillissement progressif du personnel communal. Celui-ci conforte la démarche entreprise autour des conditions de travail (Document unique, plan de prévention, suivi des risques, rôle du CHSCT...). Le profil de cette pyramide oblige également à une projection pluriannuelle en vue de préparer le futur du service public, puisque le rythme des départs en retraite va s'accélérer d'ici cinq ans.

Emplois permanents par genres.



Au 31 octobre 2019, la collectivité employait 925 femmes et 571 hommes sur des emplois permanents (fonctionnaires et contractuels sur emplois permanents).

La répartition hommes/femmes est plus favorable aux femmes sur l'ensemble des catégories. Cette situation est assez classique dans la fonction publique territoriale. Les modes de gestion en régie expliquent cette distribution.

Répartition par filière.

| Filière | Femmes | Hommes |
|----------------------|--------|--------|
| Administrative | 87% | 13% |
| Animation | 61% | 39% |
| Culturelle | 55% | 45% |
| Médico-Sociale | 99% | 1% |
| Police municipale | 41% | 59% |
| Sportive | 40% | 60% |
| Technique | 49% | 51% |
| Hors catégorie | 92% | 8% |
| Emplois fonctionnels | 0% | 100% |

Cadres d'emplois les plus féminisés

| Cadre d'emplois | Féminin |
|--------------------------------------|---------|
| Adjoints administratifs territoriaux | 90% |

| | |
|--|------|
| Adjoints territoriaux du patrimoine | 75% |
| Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles | 100% |
| Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques | 100% |
| Assistants territoriaux socio-éducatifs | 100% |
| Attachés territoriaux | 76% |
| Auxiliaires de puériculture territoriaux | 100% |
| Auxiliaires de soins territoriaux | 100% |
| Bibliothécaires territoriaux | 100% |
| Educateurs territoriaux de jeunes enfants | 95% |
| Infirmiers territoriaux en soins généraux | 100% |
| Médecins territoriaux | 100% |
| Opérateurs territoriaux A.P.S | 100% |
| Psychologues territoriaux | 100% |
| Puéricultrices territoriales | 100% |
| Rédacteurs territoriaux | 88% |

Cadres d'emplois les plus masculinisés

| | |
|---|----------|
| Cadre d'emplois | Masculin |
| Agents de maîtrise territoriaux | 89% |
| Chefs de service de police municipale | 75% |
| Directeurs de police municipale (1 poste) | 100% |
| Ingénieurs territoriaux | 86% |
| Techniciens territoriaux | 78% |

Force est de constater que les métiers territoriaux restent marqués par genre malgré la neutralité des concours.

Répartition par catégorie

Répartition des effectifs (fonctionnaires et contractuels sur emplois permanents au 31/10/2019) par catégorie hiérarchique

| Genre | Catégorie A | Catégorie B | Catégorie C | Emplois hors catégorie | Total général |
|---------------|-------------|-------------|-------------|------------------------|---------------|
| Féminin | 93 | 89 | 742 | 12 | 936 |
| Masculin | 56 | 84 | 431 | 1 | 572 |
| Total général | 149 | 173 | 1173 | 13 | 1508 |

La catégorie C représente 77% des effectifs, ce qui est conforme aux communes de même strate exécutant certaines fonctions en régie.

Écart du volume indiciaire entre les sorties et les entrées par catégorie et genre

| Volume indiciaire | Genre | Sorties | Entrées | Différentiel |
|--------------------------|--------------|----------------|----------------|---------------------|
| Catégorie A | Féminin | 6 731 | 5 437 | -1 294 |
| | Masculin | 2 852 | 2 072 | -780 |
| Total Catégorie A | | 9 583 | 7 509 | -2 074 |
| Catégorie B | Féminin | 6 478 | 4 726 | -1 752 |
| | Masculin | 3 612 | 4 506 | 894 |
| Total Catégorie B | | 10 090 | 9 232 | -858 |
| Catégorie C | Féminin | 35 904 | 35 920 | 16 |
| | Masculin | 23 526 | 17 623 | -5 903 |
| Total Catégorie C | | 59 430 | 53 543 | -5 887 |
| Total | | 79 103 | 70 284 | -8 819 |

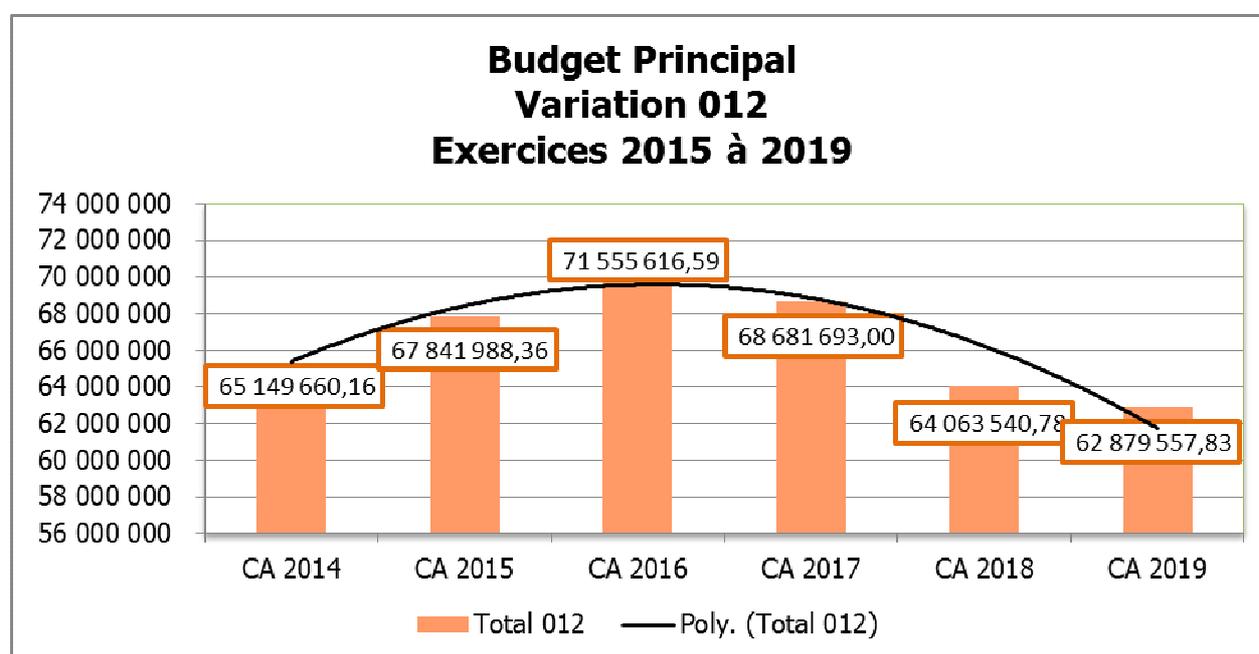
Focus sur la catégorie A

| Catégorie statutaire | Filière statutaire | Nombre d'agents | | Equivalent Temps Plein | | Total Agents | Total Equivalent Temps Plein |
|----------------------|----------------------|-----------------|-----------|------------------------|--------------|--------------|------------------------------|
| | | Féminin | Masculin | Féminin | Masculin | | |
| Catégorie A | Administrative | 29 | 10 | 28,80 | 9,60 | 39 | 38,40 |
| | Culturelle | 31 | 36 | 24,93 | 27,49 | 67 | 52,42 |
| | Emplois fonctionnels | 0 | 1 | 0,00 | 1,00 | 1 | 1,00 |
| | Médico-Sociale | 30 | 1 | 28,10 | 0,80 | 31 | 28,90 |
| | Police municipale | 0 | 0 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0,00 |
| | Sportive | 1 | 1 | 1,00 | 1,00 | 2 | 2,00 |
| | Technique | 2 | 7 | 2,00 | 7,00 | 9 | 9,00 |
| Total général | | 93 | 56 | 84,83 | 46,89 | 149 | 131,72 |

Quoique le taux d'encadrement se situe dans les moyennes basses des villes de même strate, la lecture de ces données doit prendre en compte un phénomène qui en altère l'interprétation : près de 45% des agents de catégorie A relèvent de la filière culturelle. Il s'agit des enseignants du Conservatoire à Rayonnement Régional. En retranchant ces enseignants, le taux d'encadrement tombe à des niveaux assez faibles, ce qui explique dans certains métiers le recours à des assistants à maîtrise d'ouvrage.

B/ Evolution des dépenses de personnel

La courbe des dépenses de personnels relève, comme dans toutes les collectivités, de différentes variables : modes de gestion, glissement vieillesse technicité, politique de recrutement, de remplacements, mais également du rythme des promotions ou avancements, ainsi que des choix d'organisation (grades par rapport aux responsabilités exercées) ou des décisions de régimes indemnitaires. Certains facteurs comme le volume d'heures supplémentaires les affectent également. Le graphique suivant illustre l'évolution des dépenses de personnel. Il est à aborder avec prudence puisque la loi NOTRe a impacté les volumes en jeu en contraignant la commune, en 2016, à réintégrer les agents des budgets annexes, avant d'assurer leur transfert vers l'EPT.

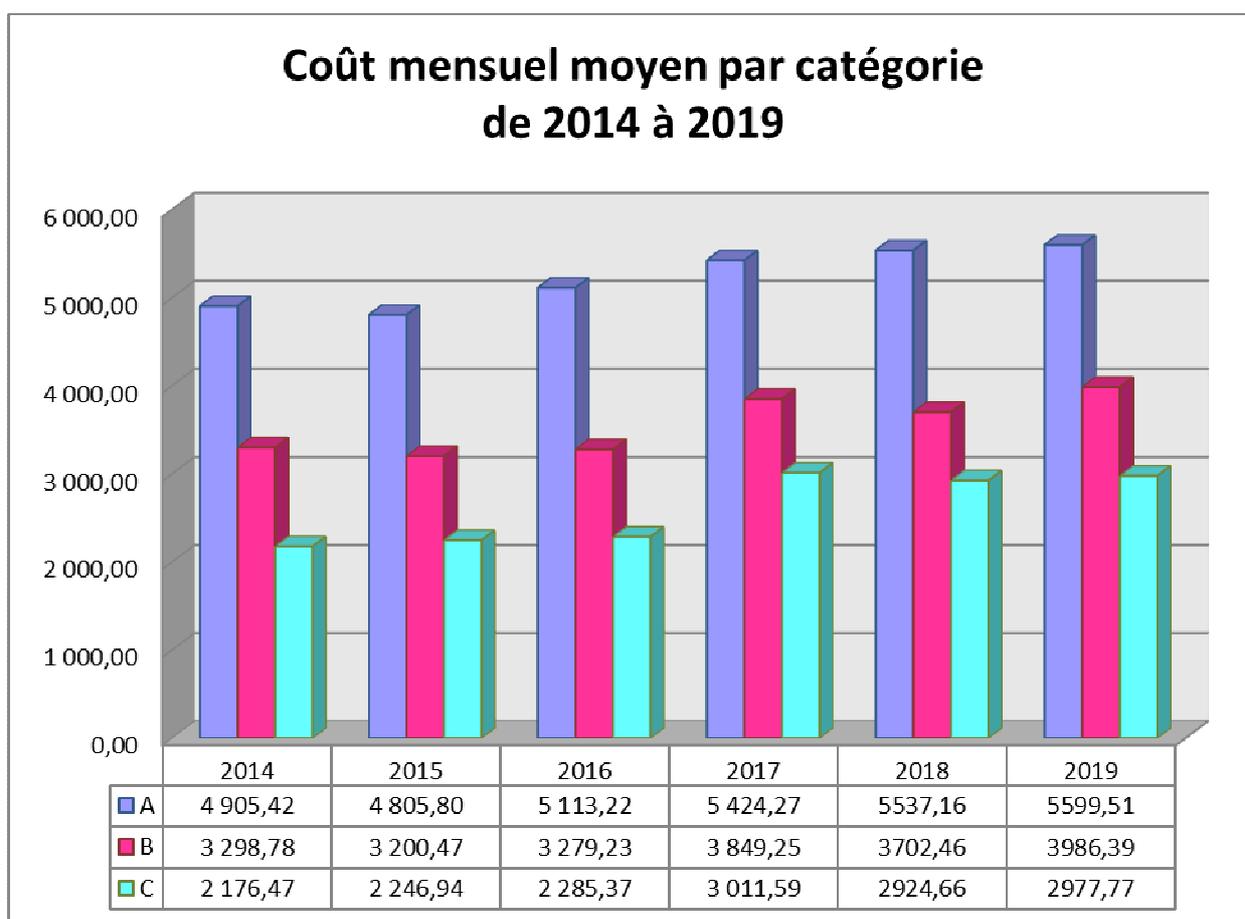


Il ressort clairement de ce graphique que les dépenses de personnel ont été maîtrisées, après le pic atteint en 2016, année de la réintégration des agents des budgets annexes de

l'Eau et de l'Assainissement au sein du Budget principal, dans le cadre des conventions de gestion.

En 2019, par un effet conjugué des efforts de maîtrise des dépenses de personnel et des mobilités, les dépenses sont redescendues au niveau de l'exercice 2013.

Ces efforts de gestion ont reposé sur une politique très mesurée de remplacement, l'optimisation des cycles et temps de travail, l'adoption de mesures périphériques (rénovation du cadre des astreintes avec mutualisation de certaines d'entre-elles, maîtrise des Heures supplémentaires...).



Tout en réduisant les effectifs au-delà des transferts et en recherchant des gains de productivité, la ville a veillé à améliorer les rémunérations de ses agents, en particulier des catégories les plus modestes. La hausse de rémunération brute mensuelle des agents de catégorie C est particulièrement significative puisqu'en l'espace de six ans, elle a augmenté de plus de 30%.

L'évolution significative des rémunérations des agents de catégories C et B résulte à la fois du GVT et du dégel du point d'indice, ainsi que des choix de gestion de la collectivité qui a révisé de nombreux régimes indemnitaires et accordé la prime de service public aux agents contractuels qui en étaient privés depuis sa création.

Nouvelle bonification indiciaire (NBI) :

La NBI est attribuée à certains agents exerçant des responsabilités ou des technicités particulières. Elle doit être retirée à ces agents lorsque ceux-ci cessent de les exercer. Encadrée par un décret, elle repose sur la multiplication d'un certain nombre de points plafonnés multipliés par le point d'indice.

| 2015 | | | |
|-----------|------|-----|------------|
| CATEGORIE | SEXE | | MONTANT |
| CAT A | H | 17 | 18 540,19 |
| | F | 36 | 35 052,90 |
| CAT B | H | 29 | 22 660,04 |
| | F | 24 | 14 521,64 |
| CAT C | H | 67 | 41 515,71 |
| | F | 147 | 85 392,41 |
| Total | | 320 | 217 682,89 |

| 2016 | | | |
|-----------|------|-----|------------|
| CATEGORIE | SEXE | | MONTANT |
| CAT A | H | 14 | 18 550,35 |
| | F | 41 | 42 245,42 |
| CAT B | H | 42 | 34 270,23 |
| | F | 32 | 23 086,60 |
| CAT C | H | 77 | 48 355,82 |
| | F | 186 | 105 285,94 |
| Total | | 392 | 271 794,36 |

| 2017 | | | |
|-----------|------|-----|------------|
| CATEGORIE | SEXE | | MONTANT |
| CAT A | H | 14 | 18 243,41 |
| | F | 43 | 41 591,32 |
| CAT B | H | 40 | 31 033,57 |
| | F | 39 | 24 087,95 |
| CAT C | H | 88 | 52 749,97 |
| | F | 191 | 99 611,25 |
| Total | | 415 | 267 317,47 |

| 2018 | | | |
|-----------|------|-----|------------|
| CATEGORIE | SEXE | | MONTANT |
| CAT A | H | 11 | 12 350,21 |
| | F | 31 | 32 830,49 |
| CAT B | H | 39 | 28 343,30 |
| | F | 54 | 33 547,10 |
| CAT C | H | 88 | 50 592,35 |
| | F | 189 | 98 078,18 |
| Total | | 412 | 255 741,63 |

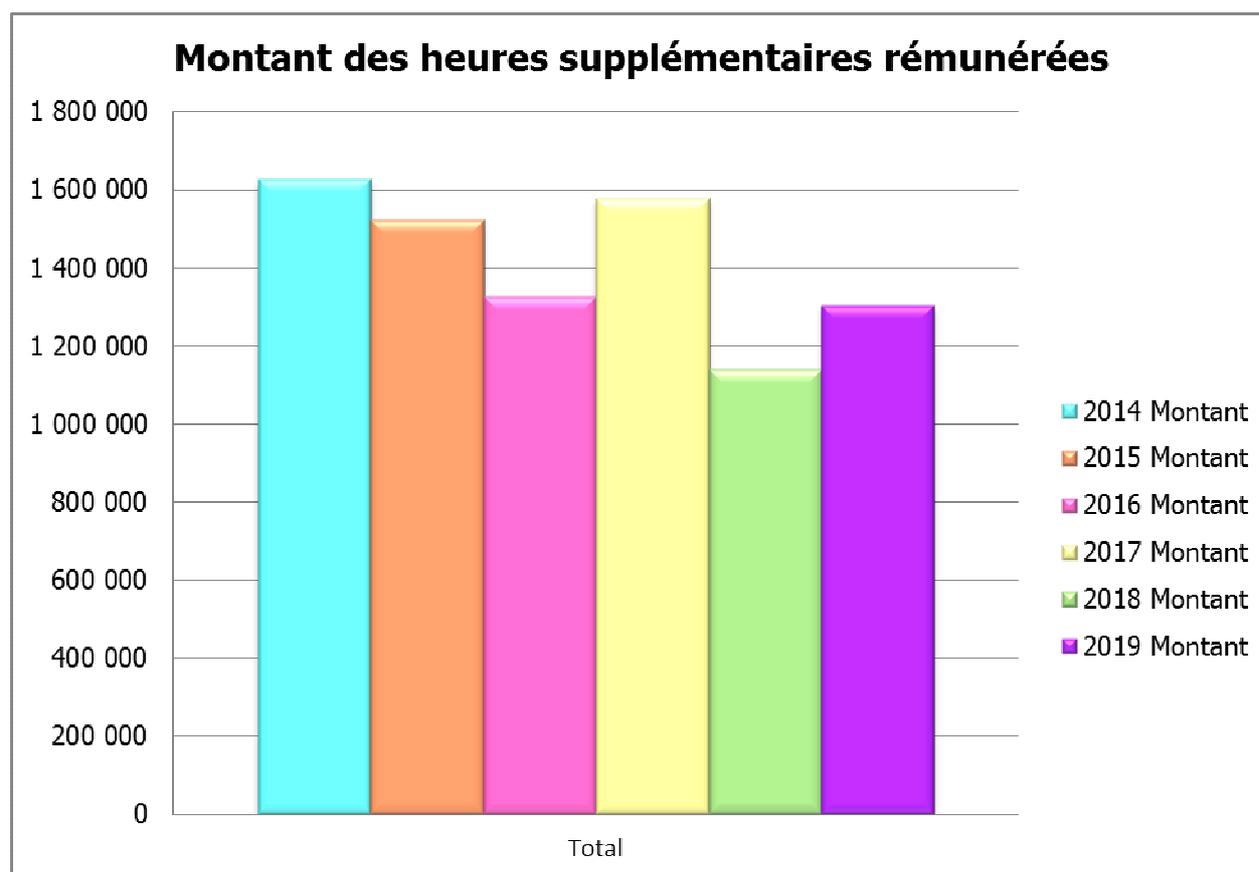
| 2019 | | | |
|-----------|------|-----|------------|
| CATEGORIE | SEXE | | MONTANT |
| CAT A | H | 8 | 9 361,00 |
| | F | 30 | 38 834,27 |
| CAT B | H | 32 | 25 776,62 |
| | F | 50 | 26 073,51 |
| CAT C | H | 82 | 59 067,00 |
| | F | 159 | 95 003,65 |
| Total | | 361 | 254 116,05 |

Heures supplémentaires :

La question des Heures supplémentaires a fait l'objet de différentes observations dans différents rapports de la Chambre régionale des comptes en raison de leur important volume. Après un travail partenarial, celles-ci ont été réduites à un niveau raisonnable qui reste, néanmoins, à la merci d'événements pouvant justifier leur déclenchement.

| | 2014 | | 2015 | | 2016 | |
|-------|-----------|--------------|-----------|--------------|-----------|--------------|
| | Nbre | Montant | Nbre | Montant | Nbre | Montant |
| Total | 83 315,90 | 1 627 407,46 | 77 803,25 | 1 521 176,12 | 67 519,36 | 1 325 564,58 |

| | 2017 | | 2018 | | 2019 | |
|-------|-----------|--------------|-----------|--------------|-----------|--------------|
| | Nbre | Montant | Nbre | Montant | Nbre | Montant |
| Total | 76 063,18 | 1 577 189,95 | 57 471,83 | 1 137 580,77 | 61 541,45 | 1 303 481,41 |



Le recours aux heures supplémentaires a été fortement maîtrisé au cours de la précédente mandature, malgré le rebond enregistré en 2019 du fait des inondations et d'importantes manifestations. Elles font toujours l'objet d'une vigilance particulière.

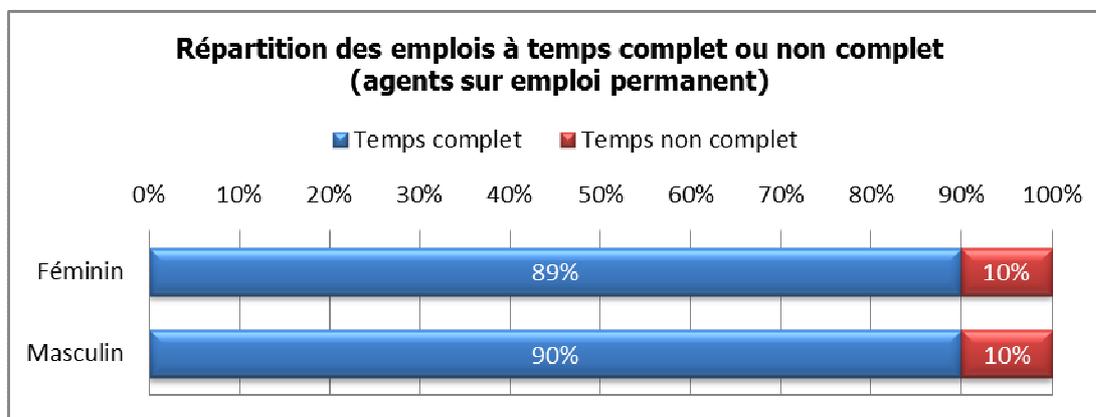
C/ Temps de travail et avantages en nature

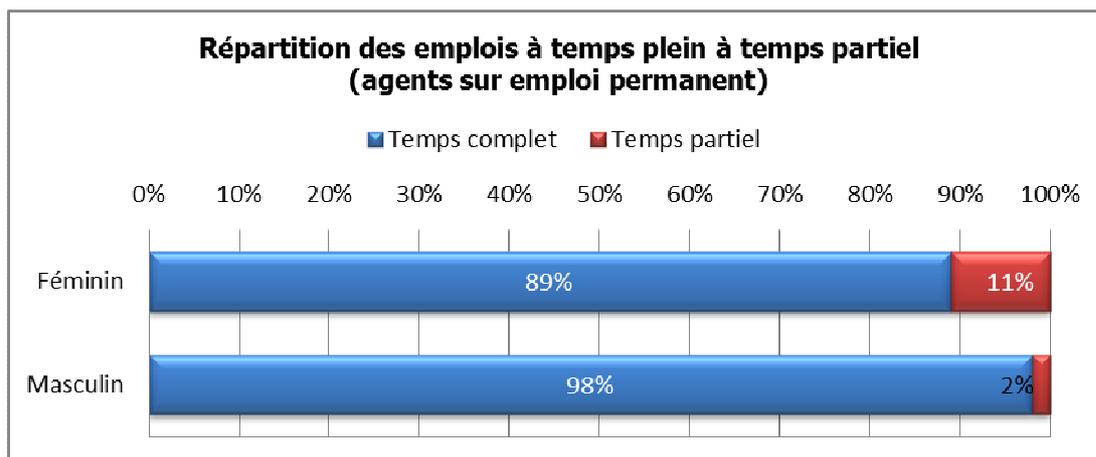
Temps de travail.

Les cycles de travail des agents de la Ville de Saint-Maur-des-Fossés sont sur la base annuelle de 1.607 heures, soit 39 heures par semaine avec l'attribution de jours de congés et ARTT de compensation.

Les cycles de travail ont fait l'objet d'un recensement général validé par le Comité Technique Paritaire et sont adaptés aux besoins des services notamment en termes d'accueil des usagers. Ce travail de lissage a conduit à une hausse du temps de travail de certains services qui se situaient en-dessous du cadre légal ou des standards retenus pour l'exercice de leur activité professionnelle.

Quotités de temps de travail





Avantages en nature

Concernant les avantages en nature, la ville recense deux grands types d'avantages :

- Des véhicules remisés avec la mise en place de règles permettant d'assurer la traçabilité et l'utilité de ce remisage (déplacements en dehors des heures de travail habituelles, etc...) ;

| Avantage véhicule | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|-------------------|------|------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Montant | 0,00 | 0,00 | 40 505,47 | 34 074,66 | 24 599,73 | 25 352,65 |
| Nombre d'agents | 0 | 0 | 59 | 52 | 36 | 27 |

- Des logements de fonction liés à des nécessités absolues de service (à ce titre, hors les cas des gardiens/agents d'accueil, la ville ne dispose plus de logements accordés en dehors de ces cas. Elle se conforme ainsi au cadre réglementaire.



| Avantage logement | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|-------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Montant | 91 838,64 | 88 518,09 | 75 641,39 | 71 852,40 | 72 100,64 | 73 187,17 |
| Nombre d'agents | 49 | 41 | 43 | 37 | 38 | 35 |

Enfin, la ville met à disposition des tickets-restaurant pour les agents. Le nombre de tickets accordé est passé de **7 à 14**, en l'espace d'une mandature et près de **1240** agents en bénéficient désormais.

II – PROSPECTIVE 2020 RH

Les actions engagées en termes de maîtrise des dépenses de personnel demeurent un objectif. Ainsi la ville réaffirme sa volonté de contenir ses dépenses à un niveau raisonnable, tout en conservant la qualité des conditions de travail et son niveau de rémunération. A ce titre, le montant prévisionnel à inscrire au BP 2020 est estimé à 64.2 K€, soit une progression de 1,6 %, par rapport au CA 2019, liée à la maturité atteinte par certaines révisions de régimes indemnitaires effectuées en 2019, par le Glissement vieillesse technicité (GVT) et par les conséquences de la prime exceptionnelle accordée à l'issue de la crise sanitaire du COVID19.

Toutefois, il ne s'agit que d'inscription budgétaire et leur réalisation reste soumise au rythme des entrées et des sorties qui sont partiellement suspendues dans nombre de collectivités en raison du contexte sanitaire.

Au niveau du tableau des effectifs, peu de changements sont à prévoir avec simplement des ajustements de postes destinés à accompagner de nouvelles politiques publiques.

Deux chantiers majeurs jalonnent l'exercice 2020 pour les RH :

- La mise en place d'une gestion informatisée des temps de travail. Cet outil permettra de faciliter l'analyse des temps de travail effectif, d'assurer la plus grande égalité entre les agents et de mettre en place la gestion automatisée des heures supplémentaires.
- L'application sur une année complète du facteur de CRII pour réduire l'absentéisme compressible.

L'objectif cible du tableau des effectifs reste inchangé avec néanmoins la poursuite des efforts liés à l'amélioration de la performance organisationnelle.